



Monsieur Pascal COURTADE
Directeur Général de l'Administration Pénitentiaire
13 Place Vendôme
75042 PARIS Cedex 01

Pantin, le 09 juillet 2026

REF : AC/30/09072026

OBJET : Proposition de déploiement national de la télé-échographie robotisée en USMP

Monsieur le Directeur Général,

L'UFAP UNSa Justice souhaite appeler votre attention sur le déploiement de la télé-échographie robotisée au sein des Unités Sanitaires en Milieu Pénitentiaire, proposition pragmatique qui s'inscrit pleinement dans le prolongement du protocole d'Incarville et de la sécurisation des missions extérieures.

Le drame du 14 mai 2024 a tragiquement rappelé que chaque extraction expose nos personnels à des risques majeurs. Ainsi donc, la réduction des extractions évitables est devenue un impératif de sécurité. C'est précisément dans la substitution d'une logique de déplacement par une logique de prise en charge en interne que s'inscrit notre démarche.

L'UFAP UNSa Justice ne porte pas ce projet de manière théorique. Nous avons activement étudié le dispositif développé par la société française ADECHOTECH. Actuellement en phase de test à la Maison Centrale de Poissy, cette technologie permet de dissocier le lieu de l'examen de celui de l'expertise médicale grâce à un bras robotisé guidé à distance par un spécialiste.

Un tel outil permettrait d'éviter en moyenne entre 150 et 200 extractions médicales annuelles par établissement selon la taille de la structure, sur le seul champ des actes programmés. Il s'agit donc d'un levier d'action massif.

Moins de sorties, c'est mécaniquement moins d'exposition sur la voie publique et dans des environnements hospitaliers non sécurisés. Ce dispositif limite également la désorganisation chronique des plannings, l'usage des véhicules, le temps agent perdu dans les escortes et les salles d'attente.

Pour l'UFAP UNSa Justice, il ne s'agit pas de remplacer l'hôpital. L'objectif est de ne plus déclencher, par défaut, une extraction pour un examen échographique de première intention. Les cas d'usage identifiés en milieu pénitentiaire couvrent un spectre médical du quotidien, particulièrement chronophage en extractions.

Ce projet ne peut pas être abandonné aux seules initiatives locales ou à la bonne volonté des USMP. Il suppose une impulsion politique forte.

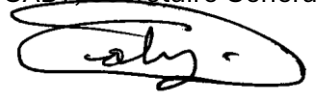
Si la DGAP souhaite réellement protéger ses personnels, elle doit saisir officiellement les Agences Régionales de Santé (ARS) et le ministère de la Santé pour faire intégrer ce besoin de sécurité pénitentiaire dans les priorités de l'offre de soins globale.

Face à ce constat, notre organisation syndicale demande le déploiement rapide et prioritaire de la télé-échographie robotisée dans le plus grand nombre d'USMP, en ciblant d'abord les établissements les plus générateurs d'extractions médicales.

Après le drame d'Incarville, les extractions ne peuvent plus être traitées comme une simple routine logistique. Nous disposons aujourd'hui d'une opportunité technologique pour allier protection de la vie des agents pénitentiaires et continuité des soins. L'UFAP UNSa Justice attend de l'administration qu'elle s'en saisisse pleinement.

Dans l'attente d'un échange sur ce dossier, je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur général, l'expression de ma considération distinguée.

Pour l'UFAP UNSa Justice
Alexandre CABY, Secrétaire Général

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Caby', enclosed within a large, loopy oval stroke.